



ECOLE FRANCAISE DE BELGRADE  
Kabalarska 31-35 - 11000 Belgrade -  
SERBIE

Tél. : 00.381.11 369 17 62 / Fax : 00.381.11  
265 30 99 }

site: [www.efb.rs](http://www.efb.rs) | e-mail: [efb.admi@efb.rs](mailto:efb.admi@efb.rs) |  
facebook : <http://www.facebook.com/francuskaskola>

ÉTABLISSEMENT  
CONVENTIONNÉ



**aefe**

Agence pour  
l'enseignement français  
à l'étranger

## **Compte rendu du Conseil de gestion numéro 3 du 25/11/2021**

### **Réunion en présentiel**

#### **Liste des présents :**

#### **Membres avec voix délibérative :**

- M. François ALLAIN, Président,
- M. Olivier BRESSARD, parent élu, Trésorier
- M. Kevin BOJIC, représentant des personnels, membre élu
- Mme Julie HEAM, parent élue, Secrétaire,
- Mme Marija RADIC, parent élue, Vice-présidente
- Mme Leila SEGHER, parent élue, Vice-Trésorière
- Mme Muriel BERGEON-COURTOIS, parent élue
- M. Nathanaël TILLY, parent élu
- M. Bojan MITROVIC, parent élu

#### **Membres avec voix consultative :**

- Mme Christine CHOURRE, Provisure de l'EFB,
- Mme Murielle DUCROO, Directrice de l'EFB,
- M. Milan MARTINOVIC, Directeur exécutif,
- M. Mehmet MEYDAN, Consul de France
- M. Stanislas PIERRET, Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle

#### **Excusés :**

- M. Paul PRESSET, parent élu, donne procuration à M. BRESSARD
- M. Roland JANKOVIC, aucune procuration donnée

#### **Voix exprimables en début de session : 10**

### **Mot du président :**

Le président ouvre la séance. En préambule, le président présente la composition du conseil de gestion qui se compose de 16 membres :

- 8 représentants des parents avec droit de vote,
- 2 représentants de la société civile nommés par l'Ambassade France et disposant du droit de vote,
- 1 représentant du personnel, élu, disposant d'un droit de vote,
- 5 membres avec voix consultative.

M. le Consul annonce que les deux membres de la société civile nommés sont M. François ALLAIN et M. Roland JANKOVIC.

Des engagements de confidentialité, en serbe et en français, sont distribués. Les membres du CG sont tous invités à le signer.

S'agissant de la première réunion du CG nouvellement constitué suite à la tenue de l'assemblée générale du 19 novembre 2021, un tour de table est réalisé afin de permettre à tous de se présenter.

L'ordre du jour est présenté. Plusieurs demandes d'ajout sont réalisées par Mme CHOURRE, M. BOJIC et Mme RADIC. Ces demandes seront traitées au cours de la séance et dans la partie réservée aux questions diverses. Messieurs MEYDAN et PIERRET ayant un engagement, ils précisent qu'ils devront quitter la réunion à 19 h.

## **I/ Vote du PV du CG numéro 2**

Les membres du CG sont invités à se positionner sur le PV de la dernière réunion du CG, qui s'est tenu le 20 octobre 2021.

### **Décision du comité de gestion :**

**Votants : 10**

**Pour : 5**

**Contre : 0**

**Abstention : 5**

**Le conseil de gestion valide le PV de la réunion du 20/10/2021**

## **II/ Élections du nouveau bureau**

### **A/ Élections du bureau**

#### **# Élection du président**

M. François ALLAIN souhaite se présenter.

#### **Décision du comité de gestion :**

**Votants : 10**

**Pour : 8**

**Contre : 0**

**Abstention : 2**

**M. ALLAIN est élu comme président du Conseil de Gestion**

#### **# Élection du trésorier**

M. Olivier BRESSARD se présente au poste de trésorier.

#### **Décision du comité de gestion :**

**Votants : 10**

**Pour : 10**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**M. BRESSARD est élu au poste de trésorier**

#### **# Élection du secrétaire**

Mme Julie HEAM se présente au poste de secrétaire.

**Décision du comité de gestion :**

**Votants : 10**

**Pour : 10**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**Mme HEAM est élue au poste de secrétaire**

**# Élection du Vice-président**

Mme Marija RADIC se présente au poste de vice-président.

**Décision du comité de gestion :**

**Votants : 10**

**Pour : 10**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**Mme RADIC est élue au poste de vice-président**

**# Élection du vice-trésorier**

Mme Leila SEGHIER se présente au poste de vice-trésorier.

**Décision du comité de gestion :**

**Votants : 10**

**Pour : 10**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**Mme SEGHIER est élue au poste de vice-trésorier**

**# Élection au poste de vice-secrétaire**

M. Kevin BOJIC se présente au poste de vice-secrétaire.

**Décision du comité de gestion :**

**Votants : 10**

**Pour : 10**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**M. BOJIC est élu vice-secrétaire**

**B/ Participation aux commissions internes à l'établissement (ajout à l'ODJ initial)**

Mme CHOURRE présente aux membres du conseil les différentes commissions internes à l'établissement qui nécessitent leur participation. Chacun est invité à se positionner sur une ou plusieurs commissions. Aucun vote n'est nécessaire. Ci-dessous le récapitulatif des souhaits de chacun.

Commission du dialogue social (CDS) : Mme Marija RADIC, M. Nathanaël TILLY

Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté : Mme Muriel BERGEON-COURTOIS

Commission Hygiène et sécurité (CHSCT) : M. Bojan MITROVIC

Conseil d'établissement : Mme Leila SEGHER et M. Paul PRESSET

**III/ Demande de la tenue d'une assemblée générale extraordinaire (AGE)**

Le président informe les membres du CG qu'une demande émanant de plusieurs familles a été reçue demandant la tenue d'une AGE afin d'une part de modifier les statuts et d'autre part d'entamer une discussion sur le déménagement de l'école. La demande est lue dans son intégralité.

Comme élément de contexte, il est précisé que cette demande de tenue d'une AGE intervient dans un contexte de défiance/méfiance de certains parents envers le CG précédent et qu'elle a été lancée suite à l'annonce de la relocalisation de l'école sur le site de l'hippodrome.

Pour mémoire :

Article 6 - 1) des statuts de l'APE : « Sont membres actifs, les parents, tuteurs ou responsables légaux d'enfants régulièrement inscrits dans l'établissement et ayant acquitté leurs frais d'écolage et tout autre frais du au titre de la scolarisation de l'élève ; (...) »

Article 14 - 1) des statuts de l'APE : une AGE peut être sollicitée par « (...) demande écrite et motivée d'au moins un quart des membres actifs de l'association ».

Pour information, au jour de l'assemblée générale ordinaire du 19 novembre 2021, l'EFB compte un total de 675 parents, dont 105 ne sont pas à jour du paiement des frais de scolarité, soit 570 membres considérés comme actifs. Ainsi, pour être recevable la demande d'AGE émanant des parents actifs doit recueillir 143 signatures.

Après étude des documents reçus et vérifications, la demande reçue - qui comportait 166 signatures - ne permet de prendre en compte que 136 signatures éligibles (3 signataires ne figuraient pas dans le logiciel EDUKA et 30 d'entre elles ne peuvent être recevables puisqu'il s'agit de familles en situation d'impayé).

Ainsi, outre la question du manque de formalisme de la démarche, la demande de tenue d'une AGE ne recueille pas les 143 signatures attendues et ne peut être prise en compte.

## **Discussions**

Plusieurs membres du CG expriment leurs positions sur ce point.

La question du formalisme de cette demande est discutée. En effet, les conditions dans lesquelles elle a été réalisée, c'est-à-dire en dehors de toute implication de l'établissement ou d'information au CG - qui aurait pu mettre en place les conditions optimales pour sa tenue - que les signatures ont été récupérées sur un site extérieur puis remises à la direction, ne permet pas de pouvoir considérer cette démarche comme fiable, tant pour ceux qui ont signés que ceux qui n'en auraient pas été au courant et qui auraient peut-être souhaité se positionner.

Les membres du conseil de gestion ne sont pas contre ce type de démarche, bien au contraire puisque c'est l'expression de la démocratie associative et que c'est prévu par les statuts, mais conviennent qu'il est nécessaire de l'encadrer, gage de respect des règles statutaires et des membres actifs qui souhaitent s'impliquer ou non, mais qui ont besoin, dans tous les cas d'être tous informés des différentes tendances.

Tous conviennent par ailleurs que cette demande de modification des statuts pourrait être l'occasion de revoir dans son ensemble les statuts de l'APE, une commission dédiée pourrait être créée à cet effet.

Il est convenu qu'un courrier sera envoyé aux signataires de la pétition, invitant une délégation à venir vérifier de nouveau les signatures déposées s'ils le souhaitent, en les comparant aux originaux qu'ils auront gardés. Il leur sera par ailleurs précisé l'importance de la mise en place d'un formalisme précis pour la récolte des signatures, élément indispensable pour tant pour la validité de la demande que pour la confiance que l'ensemble des membres actifs de l'APE y portera.

#### **IV/ Point sur le projet immobilier**

À destination des nouveaux membres du CG, un bref rappel est réalisé des raisons de la nécessité d'une relocalisation de l'école et du projet immobilier, fruit du travail des membres de la commission immobilière et de l'implication de différents membres actifs. Il est rappelé par ailleurs qu'un contrat été signé, dont la consultation est possible dans les locaux de l'école, qu'il inclut un cahier des charges précis – dans le respect des dispositions légales de l'État serbe concernant l'accueil des enfants dans un établissement scolaire – et qu'il n'implique aucun engagement financier de l'école outre le paiement du loyer dès l'entrée dans les lieux. Tous les membres du CG, nouveaux arrivants ou non, sont invités à le consulter et à prendre connaissance de manière approfondie du travail déjà réalisé avant de prendre position.

Faisant écho à la demande de tenue d'une AGE, dont il n'est pas nié que cette dernière est directement liée au projet actuel, il est rappelé par certains membres du CG qu'une partie des parents est radicalement contre le projet actuellement engagé.

Il est rappelé qu'aucun projet ne remportera l'unanimité des parents, et il est par ailleurs précisé que toute nouvelle proposition peut être reçue et sera étudiée dans sa faisabilité tant financière

que les conditions inhérentes à l'accueil des élèves dans les conditions – exigeantes – de sécurité. La commission immobilière est toujours active et ne porte pas d'œillères.

Mme RADIC souhaite, dans ce cadre, présenter un projet et remet aux membres du CG un dossier qu'elle présente. Il est précisé que cette localisation est déjà connue de l'école et de la commission immobilière.

Messieurs MEYDAN et PIERRET quittent la réunion à 19 h 15.

Mme RADIC propose d'organiser une visite commune du site. Le président précise qu'une visite comparative pourrait être également organisée.

## **V/ Questions diverses**

### **A/ Demande du représentant des personnels**

Le représentant du personnel, M. BOJIC, souhaite la confirmation du CG que les frais de visa et de permis de résidence sont pris en charge par l'établissement.

M. MARTINOVIC confirme et précise à ce sujet que ces démarches sont désormais externalisées et réalisées par une agence spécialisée dans ce type de procédure.

Il précise également que les contrats de travail sont réalisés en français et en serbe, seul ce dernier ayant valeur légale en Serbie.

### **B/ Demande de compensation de salaire**

*Éléments de contexte* : En Serbie, dès lors qu'une maladie implique un arrêt de travail supérieur à 30 jours, c'est le système de sécurité sociale serbe qui prend le relai quant à la rémunération à hauteur de 65 % du salaire.

Le conseil de gestion a reçu une demande de compensation de salaire de la part d'un employé en longue maladie, à savoir que l'école prenne en charge le reliquat des 35 % de salaire.

La problématique se situe à deux niveaux : d'une part il ne faudrait pas créer un précédent en instaurant une catégorisation des maladies qui aurait pour conséquences d'inclure ou d'exclure tel employé ou tel autre, et d'autre part, toute aide de l'école sera taxée à 70 %.



Il est évoqué la possibilité de réaliser une aide sous forme de collecte de la part des collègues ou parents. Mais cette possibilité, dans sa mise en œuvre, se heurte à la question non seulement du respect de la vie privée, mais également du secret médical. Cette initiative ne peut être réalisée sans un accord formel et explicite de la personne concernée.

Un vote est sollicité du conseil de gestion concernant cette demande :

**Vote : Êtes-vous pour la mise en place d'une compensation de salaire à la charge de l'EFB en cas de longue maladie ?**

**Décision du comité de gestion :**

**Votants : 10**

**Pour : 2**

**Contre : 6**

**Abstention : 2**

**La demande de compensation de salaire en cas de longue maladie est rejetée.**

En l'absence d'autre question diverse, de question et/ou remarque, le président met fin à la séance.

**Fin de la réunion : 20 h 5**

François Allain,  
Président du CG



Julie HEAM,  
Secrétaire du CG

